



# Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
21 février 2012  
Français  
Original : anglais

---

## Deuxième Commission

### Compte rendu analytique de la 22<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 25 octobre 2011, à 10 heures

*Président* : M. Denis Zdorov (Vice-Président) ..... (Biélorus)

## Sommaire

Point 25 de l'ordre du jour : Développement agricole et sécurité alimentaire (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-56262 (F)



Merci de recycler 

*En l'absence de M. Momen (Bangladesh),  
M. Zdorov (Biélarus), Vice-Président, prend la  
présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 15.*

**Point 25 de l'ordre du jour : Développement agricole  
et sécurité alimentaire (suite) (A/66/76-E/2011/102  
et A/66/277)**

1. **M. Radian** (Israël) dit que le changement climatique, la sécheresse et la désertification, ainsi que d'autres problèmes, montrent qu'il est nécessaire de remplacer les méthodes agricoles traditionnelles par des systèmes écologiquement viables. Israël, qui est un petit pays situé dans une zone aride, a dû mettre au point des méthodes d'agriculture écologiquement viables afin de préserver et de maintenir ses ressources. En l'espace de 60 ans seulement, nous avons fait d'un handicap commercial un atout et sommes devenus un leader mondial pour ce qui est des techniques et des innovations dans le domaine agricole. Le pays a continué de développer des techniques de pointe dans les secteurs de l'eau et des énergies renouvelables et a mis en place des systèmes sophistiqués d'irrigation au goutte-à-goutte et de dessalement et de récupération de l'eau. Étant conscient de l'importance que revêt l'indépendance énergétique, Israël a aussi encouragé la réalisation de progrès novateurs dans le domaine des énergies photovoltaïque et géothermique.

2. Compte tenu de son développement agricole rapide et efficace, Israël aspire à jouer un rôle de premier plan dans l'action qui est menée à l'échelle internationale pour lutter contre la pauvreté et la faim dans le monde. Étant donné que les citadins constituent actuellement la moitié de la population mondiale et dépendent des ruraux pour se nourrir, les programmes d'aide à l'agriculture visent à promouvoir une production agricole à long terme dans les régions rurales des pays en développement.

3. En collaboration avec le Ghana et l'Allemagne, Israël s'attache à améliorer la productivité de la culture des agrumes au Ghana en combinant aide à l'agriculture et renforcement des capacités, et en y ajoutant des éléments de microfinancement et de microcrédit. Un autre projet mis en œuvre dans plusieurs pays africains a porté ses fruits : le projet d'innovation technico-agricole pour la lutte contre la pauvreté (TIPA), qui repose sur des techniques d'irrigation au goutte-à-goutte peu onéreuses et permet

aux agriculteurs de produire des récoltes durant toute l'année. Ce type d'initiative montre combien le partage des techniques agricoles est important pour promouvoir le développement durable. Ce sera le thème central de la résolution sur les techniques agricoles au service du développement, que la délégation israélienne doit présenter prochainement à la Commission.

4. Mais il ne suffit pas d'aider les pays en développement à mettre au point de nouvelles techniques, ceux-ci doivent aussi améliorer leurs propres capacités d'innovation. C'est pourquoi les efforts devraient porter sur le renforcement des capacités, l'éducation et le transfert des compétences.

5. À cette fin, le Gouvernement israélien accueille actuellement une réunion d'experts de haut niveau consacrée à l'agriculture verte aux fins de promouvoir la croissance économique et la lutte contre la pauvreté, en préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui doit se tenir en 2012. Il reste attaché au principe qui repose sur le partage des données d'expérience et du savoir-faire pour trouver les solutions les plus efficaces afin d'assurer la sécurité alimentaire et de promouvoir une agriculture écologiquement viable.

6. **M<sup>me</sup> Chartres** (Australie) dit que la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et les inondations dans le sud-est de l'Asie et au Pakistan viennent rappeler que les phénomènes climatiques extrêmes peuvent avoir des conséquences tragiques et que le changement climatique pourrait faire payer un lourd tribut aux populations. Par ailleurs, la hausse des prix de certaines denrées alimentaires pourrait provoquer une nouvelle crise alimentaire mondiale. Pour nourrir la population mondiale, qui comptera 9 milliards d'individus en 2050, on estime que la production alimentaire mondiale devra augmenter de 70 %. D'après un rapport de la Banque mondiale, la production agricole est quatre fois plus efficace que les autres secteurs pour réduire la pauvreté, ce qui justifie clairement d'accroître les investissements dans ce secteur.

7. Si l'on s'attaquait aux obstacles tels que la médiocrité des infrastructures commerciales et la concurrence inégale, qui entravent la réalisation de progrès dans nombre de pays en développement, cela donnerait aux exploitants de ces pays davantage de possibilités d'augmenter la production alimentaire.

8. Un système commercial ouvert, qui ne serait pas faussé par des subventions artificielles et des obstacles en matière d'accès aux marchés, permettrait aux agriculteurs de prendre des décisions judicieuses en matière d'investissements et de se spécialiser dans la culture de produits qui présentent un avantage commercial. Les pays qui manquent de ressources agricoles mais disposent d'autres atouts pourraient ainsi accéder à la sécurité alimentaire grâce au commerce.

9. L'Australie plaide en faveur d'une stratégie intégrée pour s'attaquer au problème de l'insécurité alimentaire dans le monde, qui engloberait une aide d'urgence et une protection sociale pour les plus vulnérables, un soutien à l'agriculture et au développement rural, des investissements publics et privés dans la recherche et le développement agricoles, des initiatives destinées à atténuer les effets du changement climatique, et des politiques économiques et commerciales adaptées aux niveaux mondial, régional et national.

10. Le programme d'aide de l'Australie, qui devrait doubler d'ici à 2015, porte une attention accrue à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, un financement important étant alloué au Programme alimentaire mondial (PAM), au Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale, au Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et au Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique.

11. Ce programme d'aide au développement a eu des résultats spectaculaires et a permis d'augmenter le rendement des cultures au Timor-Leste, en Afghanistan et dans les Îles Salomon, notamment. L'Australie s'est associée avec les ministres de l'agriculture des autres États du G-20 pour adopter le Plan d'action sur l'instabilité des prix et l'agriculture et pour créer un nouveau système d'information sur les marchés agricoles. Elle s'attache à partager son savoir-faire avec d'autres pays en vue d'améliorer la capacité de résistance aux sécheresses et aux inondations dans le secteur agricole, de mettre à niveau les pratiques de gestion de l'eau et d'encourager l'adoption de méthodes agricoles axées sur la conservation.

12. **M<sup>me</sup> Wacharaprapong** (Thaïlande) indique que le secteur agricole emploie 40 % de la population thaïlandaise et que les agriculteurs constituent la majorité de la population rurale pauvre. Le

développement agricole est donc essentiel non seulement pour parvenir à améliorer la sécurité alimentaire et à augmenter la productivité agricole mais aussi à réduire la pauvreté.

13. Le Gouvernement thaïlandais estime qu'il faut aborder la question du développement agricole de manière intégrée en encourageant les investissements productifs dans l'agriculture, qui respectent la vie et les moyens de subsistance des communautés locales et qui sont avantageux à la fois pour les investisseurs et pour les populations locales. Pour augmenter la productivité agricole, il faut promouvoir la recherche et les initiatives de développement qui tiennent compte de la biodiversité et du rôle qu'elle joue pour favoriser des pratiques d'agriculture écologiquement viables.

14. À cet égard, le transfert des technologies vers les pays en développement est essentiel pour favoriser le développement agricole, ainsi que pour atténuer les effets du changement climatique et faciliter des modes d'adaptation. Les améliorations apportées aux techniques de transformation des aliments, qui assurent une valeur ajoutée aux petits exploitants et qui les relie à la chaîne de valeur mondiale, sont également de la plus haute importance.

15. Il faut envisager la sécurité alimentaire dans la perspective de l'offre et de la demande, un marché international libre, juste et ouvert étant un préalable essentiel pour garantir l'accès aux produits alimentaires. La Thaïlande attend avec impatience la conclusion rapide du Cycle de négociations de Doha, qui devrait garantir la mise en place d'un marché agricole juste, et en appelle à la solidarité internationale à cet égard.

16. Le changement climatique fait peser une réelle menace sur la sécurité alimentaire. Les pires inondations que le pays a connues depuis des décennies ont eu une incidence néfaste sur des secteurs vitaux de l'économie, notamment le secteur agricole. S'il est vrai qu'il importe de se concentrer sur les problèmes immédiats, le Gouvernement est conscient qu'il faut trouver des solutions à long terme et notamment mettre en place un système amélioré de gestion des eaux et des systèmes d'irrigation et créer un système d'alerte rapide afin de pouvoir mieux anticiper les catastrophes naturelles et de s'y préparer.

17. Les problèmes liés à la sécurité alimentaire étant largement répandus dans le monde, une stratégie bien coordonnée s'impose aux niveaux sous-régional,

régional et international. Le Gouvernement remercie les organismes des Nations Unies, en général, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en particulier, de militer en faveur du développement agricole et de la sécurité alimentaire. Il espère collaborer avec d'autres États Membres à cet égard.

18. **M. De Klerk** (Pays-Bas) dit que la situation qui règne actuellement dans la Corne de l'Afrique nous rappelle malheureusement que, si un grand nombre de personnes jouissent d'une plus grande prospérité, la faim n'a pas été éradiquée. En 2050, il faudra nourrir 9 milliards de personnes, et la production alimentaire devra de ce fait augmenter de 70 %, alors que la disponibilité des terres arables n'augmentera que de 15 %.

19. La sécurité alimentaire ne tient pas seulement à l'augmentation de la production, il faut aussi veiller à ce que les populations disposent des ressources nécessaires pour pouvoir acheter suffisamment de nourriture de bonne qualité. Étant donné qu'un nombre croissant des habitants des pays en développement vivent dans les villes, il est indispensable de mettre en place des marchés et des infrastructures adaptés pour relier la production à la consommation.

20. Sur le plan de la production, le secteur privé doit jouer un rôle central, l'accent devant être mis sur l'amélioration de l'environnement commercial dans les régions rurales, la promotion des entreprises et la création d'emplois. Les agriculteurs sont des entrepreneurs et doivent de ce fait avoir accès à des services financiers, à une formation et à des conseils. À cette fin, le Gouvernement devrait investir 200 millions d'euros dans le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, la banque de développement néerlandaise FMO et la banque coopérative Rabobank, notamment.

21. Dans de nombreux pays, la sécurité alimentaire est entravée par la médiocrité des infrastructures, jusqu'à 30 % des cultures en Afrique étant perdues après les récoltes. Pour remédier à cette situation, des initiatives telles que Trademark East Africa ont été lancées en vue de promouvoir les échanges transfrontaliers. La sécurité alimentaire est un élément central de la politique de développement du Gouvernement néerlandais; étant le deuxième exportateur mondial de produits agricoles, ce pays peut

apporter un précieux éclairage sur les problèmes liés à la sécurité alimentaire voire proposer des solutions.

22. **M. Dingha** (République démocratique du Congo) dit que la situation dans la Corne de l'Afrique et, avant tout, la tragédie qui se déroule en Somalie montrent qu'il faut faire une place aux problèmes liés au développement agricole et à la sécurité alimentaire dans le cadre de l'action qui est menée en faveur du développement durable.

23. La délégation congolaise se félicite des mesures prises en vue d'accroître les ressources consacrées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, notamment la création de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et le lancement du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, en constatant que 12 pays ont à ce jour reçu des subventions pour un montant total de 520,2 millions de dollars.

24. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo a fait de l'agriculture une priorité nationale; il estime, comme cela est notamment souligné dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, que toute personne a droit à une alimentation suffisante et que la gravité de la crise actuelle exige de mieux coordonner à l'échelle internationale les initiatives prises à tous les niveaux.

25. Le pays disposant de terres arables et d'abondantes ressources en eau, et jouissant d'un climat favorable, le Gouvernement a pris des mesures en vue d'assurer la sécurité alimentaire conformément aux engagements qu'il a pris lors du Sommet de l'Union africaine, qui s'est tenu à Maputo. Il a notamment lancé un projet à titre expérimental afin d'enrayer l'exode rural en créant des villages agricoles et en mettant en place un réseau agroindustriel aux fins de promouvoir l'indépendance alimentaire. Il a lancé une initiative en vue de mécaniser l'agriculture et de remettre en état les routes, l'objectif étant de faciliter l'accès aux marchés et d'augmenter les revenus des ruraux. Il a aussi encouragé l'élevage dans certaines régions et mis en place un système de suivi par satellite en vue d'aider les navires de pêche à augmenter leurs prises. Il s'efforce avant tout de s'attaquer aux causes structurelles de la crise alimentaire, notamment l'insuffisance des investissements dans le développement rural.

26. Rappelant que quelque 12 millions de personnes souffrent cruellement de la faim dans la Corne de

l'Afrique, **M<sup>me</sup> Anderson** (Irlande) dit que son pays est intervenu en fournissant des secours d'urgence et une assistance directe. Toutefois, les secours à court terme doivent s'inscrire dans le cadre d'une stratégie à plus long terme, axée sur une agriculture écologiquement viable et la sécurité alimentaire.

27. Comme suite au rapport de 2008 du Groupe spécial sur la faim, le Gouvernement irlandais s'attache à présent à augmenter la productivité des petits exploitants agricoles en Afrique subsaharienne, en particulier des femmes, en luttant contre la malnutrition chez les nourrissons, les enfants et les mères, et en encourageant la gouvernance et le leadership afin de réduire la faim aux niveaux national et international. Le Groupe spécial recommande en outre d'affecter 20 % du budget national consacré à l'aide à des activités destinées à lutter contre la faim en 2012. Cet objectif devrait bientôt être atteint.

28. Les petits exploitants, en particulier les femmes, doivent être au cœur de toute solution durable au problème de la faim. L'aide serait plus efficace si l'ensemble du cycle de production alimentaire était envisagé dans le cadre du processus de la chaîne des valeurs. L'appui à la recherche dans le domaine agricole et l'amélioration de l'accès au crédit et aux intrants agricoles devraient être des éléments centraux de tout programme d'aide. De même, les petits exploitants devraient établir des liens avec le secteur privé.

29. Soulignant par ailleurs que l'augmentation de la production ne se traduit pas nécessairement par de meilleurs résultats en matière de nutrition, la représentante de l'Irlande indique que la qualité et la quantité devraient être les critères de référence. Des initiatives de large portée telles que le mouvement Renforcer la nutrition (SUN) offrent un réel potentiel pour réduire la malnutrition.

30. La récente Réunion de haut niveau sur la nutrition a permis de faire fond sur les progrès notables accomplis par le mouvement SUN au cours de l'année suivant son lancement. L'Irlande, qui a joué un rôle moteur en vue de mobiliser les donateurs autour de ce mouvement en Tanzanie et au Malawi et a contribué à son lancement en Éthiopie, en Zambie et en Ouganda, encourage toutes les parties à veiller à ce que le principe de la sécurité alimentaire s'applique à tous.

31. Rappelant qu'à aucun autre moment de l'histoire, un nombre aussi important de personnes n'a été

menacé d'être en proie à l'insécurité alimentaire, **M. Bame** (Éthiopie) rappelle que son pays a connu des vagues de sécheresse cycliques et l'insécurité alimentaire pendant des décennies.

32. L'agriculture étant la principale source de revenu pour 85 % de la population, il a été d'emblée admis qu'il fallait s'attaquer aux problèmes structurels dans le secteur agricole. C'est pourquoi le Gouvernement a placé les groupes de population qui pratiquent l'agriculture de subsistance au centre de toutes les stratégies de développement, mis en œuvre d'importants programmes de conservation de l'eau et des sols et introduit des techniques agricoles améliorées. C'est ainsi que l'Éthiopie est à présent un des cinq pays au monde qui connaissent un essor économique particulièrement rapide.

33. Compte tenu de ses ressources hydrauliques abondantes, de son climat tempéré et de ses vastes étendues de terres agricoles inexploitées, il n'existe aucune raison pour que l'Éthiopie souffre d'insécurité alimentaire. Pour autant qu'elle puisse élaborer des politiques adéquates, nouer des partenariats solides et créer des conditions attrayantes pour les investisseurs privés, elle devrait être en mesure d'accéder à un développement agricole écologiquement viable. À cet égard, le Gouvernement éthiopien a proclamé qu'il était prêt à collaborer avec le secteur privé. Certains se sont inquiétés de ce que les investisseurs étrangers privés puissent déplacer des communautés locales, mais le Gouvernement souhaite rassurer ses partenaires internationaux et les organisations non gouvernementales en affirmant qu'il agira de manière responsable. Seule une fraction des terres arables sera mise à la disposition des investisseurs, ces terres ne seront pas habitées et elles seront cédées avec l'accord des populations locales.

34. S'il est vrai que la responsabilité de la sécurité alimentaire incombe en dernier ressort aux gouvernements, une aide complémentaire de la communauté internationale est nécessaire. C'est pourquoi la délégation éthiopienne demande à l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire de redoubler d'efforts, à travers le Cadre d'action global actualisé, pour jouer un rôle plus actif en faveur de la double démarche adoptée sur le court et le long terme, et invite ses partenaires de développement à poursuivre leurs efforts en vue de tenir tous leurs engagements, en particulier ceux qui

sont énoncés dans la Déclaration commune de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale.

35. **M<sup>me</sup> Haynes** (Trinité-et-Tobago) dit que le défi qui consiste à assurer la sécurité alimentaire est multiforme. Des mesures appropriées et des investissements sont nécessaires aux niveaux régional, national et international.

36. Étant un pays en développement importateur net de produits alimentaires, Trinité-et-Tobago est très exposée aux chocs extérieurs survenant sur les marchés agricoles internationaux. Cette dépendance à l'égard des denrées alimentaires importées est encore aggravée par sa faible capacité de production et le fait que même les produits cultivés localement sont dans une large mesure tributaires de composants importés bruts ou semi-transformés.

37. Le Gouvernement trinidadien a commencé à s'attaquer au problème posé par l'insécurité alimentaire en collaborant avec des organismes internationaux et régionaux tels que la FAO, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et l'Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes. Il a élaboré une politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui met en particulier l'accent sur le rôle joué par les femmes dans l'agriculture et les petites exploitations agricoles, a facilité l'accès au crédit par le biais de la Banque de développement agricole et a mené des études de recherche appliquée sur les denrées prioritaires conformément au Programme national de réforme du secteur agricole.

38. La crise alimentaire mondiale suscite le lancement d'initiatives à l'échelle internationale, régionale et nationale. En dépit de nombreux succès à court terme, la communauté internationale n'a pas respecté ses obligations concernant la sécurité alimentaire mondiale. L'on ne saurait trop souligner le rôle joué par le système multilatéral dans l'assistance fournie aux États Membres pour les aider à cibler et coordonner leurs activités à cette fin. Le Gouvernement trinidadien réaffirme donc sa volonté d'appliquer le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation et la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et souhaite que le Cycle de négociations de Doha soit mené à bien avec succès.

39. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, qui a été réformé en vue de créer une base de coopération internationale et multipartite ouverte pour

assurer à tous la sécurité alimentaire et une nutrition adéquate, joue un rôle clef dans la coordination de la stratégie mondiale pour la sécurité alimentaire. Trinité-et-Tobago espère que les propositions de réforme du Comité continueront d'être suivies, en particulier s'agissant du renforcement des liens entre ses groupes d'appui à l'échelon local, régional et national.

40. Rappelant que son pays souffre, entre autres aléas, de précipitations insuffisantes et irrégulières, **M. Dabiré** (Burkina Faso) indique que ces dernières années, les agriculteurs ont reçu une aide directe du Gouvernement sous forme de subventions pour l'achat d'intrants agricoles et la distribution de semences améliorées. La conversion vers un type de culture plus industriel et la promotion de la commercialisation des produits agricoles, en particulier grâce à l'établissement d'un réel partenariat entre les producteurs agricoles et les différentes industries de transformation, doivent être encouragées. De plus, des mesures doivent être prises pour faciliter l'accès entre les zones de production et les marchés et pour améliorer la transformation des produits agricoles de manière à allonger leur durée de conservation et à accroître leur valeur ajoutée.

41. **M<sup>me</sup> Morizet** (France) dit que, pour assurer la sécurité alimentaire, il faut une coordination étroite entre tous les acteurs concernés, la communauté internationale ayant un rôle important à jouer dans la prévision, l'analyse et l'alerte rapide.

42. La France accueille avec intérêt les deux premiers rapports du Groupe d'experts de haut niveau créé au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, qui traitent des aspects juridiques de la propriété foncière et des investissements internationaux dans le secteur de l'agriculture, ainsi que de l'instabilité des prix des produits agricoles et alimentaires, et estime que le mandat du Groupe d'experts doit être revu de manière à améliorer la coordination des activités et les effets de synergie.

43. Les signataires de la Déclaration de L'Aquila en 2009 ont décidé d'affecter 22 milliards de dollars, sur trois ans, à la sécurité alimentaire. La France s'est engagée à verser 1 551 millions d'euros. La sécurité alimentaire et l'instabilité des prix ont été les thèmes prioritaires de la présidence française du Groupe des Vingt (G-20). La coopération et la coordination entre le Groupe et les organismes des Nations Unies sont des

plus importantes pour définir des solutions collectives et durables.

44. Parmi les initiatives qui ont été lancées par le G-20, on peut notamment citer la création du Système d'information sur les marchés agricoles et du Forum d'intervention rapide, projet pilote de réserves alimentaires d'urgence qui doit être mis en œuvre par la CEDEAO, et le lancement d'un site sur l'agriculture tropicale.

45. La sécurité alimentaire doit demeurer en tête de liste des priorités des organismes des Nations Unies. L'Assemblée générale doit prendre des mesures à la présente session en vue d'établir un nouveau système de gouvernance mondiale du développement agricole, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, parallèlement aux activités menées par le Comité de la sécurité alimentaire et le G-20.

46. Soulignant que les principales causes de la crise alimentaire mondiale sont la spéculation sur les prix, l'essor de la production de biocarburants, le changement climatique, la faiblesse des investissements dans l'agriculture, le déséquilibre des échanges commerciaux et le manque de systèmes de protection sociale, **M<sup>me</sup> Aung** (Myanmar) dit que, pour remédier à ces problèmes à court terme, une aide alimentaire et financière doit être fournie d'urgence en vue de répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays vulnérables. À long terme, il faudra adopter une stratégie d'ensemble tenant compte de tous les facteurs qui entravent la production agricole.

47. Un des principaux enseignements tirés de la crise est qu'il faut augmenter les investissements dans le secteur agricole et accorder une aide financière et technique accrue aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, pour favoriser la production agricole. La communauté internationale devrait renforcer son aide en vue de promouvoir une agriculture intégrée et écologiquement viable, le développement rural et l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement.

48. Le Myanmar s'attache à augmenter la production agricole. Ce pays riche en terres arables abondantes et en eau, qui jouit d'un climat favorable, dispose d'un énorme potentiel à cet égard. Il vise en priorité à assurer son autonomie en riz, à étendre la culture de légumes à cosse aux fins de l'exportation et à augmenter la production de coton et de canne à sucre.

Les sociétés et les entrepreneurs privés sont encouragés à reprendre possession de terres en jachère, de terres vierges et de zones humides pour la production agricole.

49. La communauté internationale devrait saisir l'occasion offerte par la quatrième Conférence des Nations Unies sur le développement durable pour définir une stratégie d'ensemble visant à assurer la sécurité alimentaire mondiale. Si les États sont au premier chef responsables d'assurer la sécurité alimentaire pour leur population, la fourniture d'une assistance et une action efficace de portée mondiale joueraient un rôle important dans la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement, qui consiste à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde.

50. **M. Loh** (Malaisie) décrit les mesures que son gouvernement a prises en vue d'assurer la sécurité alimentaire au niveau national. Il recommande d'associer les jeunes générations aux initiatives qui sont lancées en vue de promouvoir le secteur agricole et d'améliorer la gestion grâce à des techniques économiques et respectueuses de l'environnement.

51. **M. Lobry-Boulanger** (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) signale que le rapport de 2011 de la Fédération, intitulé « World Disasters Report », est consacré à la faim et la malnutrition. Sans parler de la famine, la faim chronique a eu des effets dévastateurs : chaque année, des millions d'enfants meurent par manque d'aliments suffisamment nutritifs, et des millions d'autres souffrent d'un retard de croissance.

52. Pour remédier à ce problème, il faut améliorer les pratiques agricoles et les moyens de commercialisation. En outre, une action de plus large portée s'impose pour s'attaquer à des problèmes connexes tels que la pauvreté et les inégalités, la pression démographique, le changement climatique, la dégradation des sols et la désertification. Des mesures doivent aussi être prises d'urgence pour enrayer l'augmentation actuelle des prix des aliments causée par la spéculation sur les denrées de base et l'augmentation des prix des carburants.

53. Par ailleurs, des efforts supplémentaires peuvent être faits pour donner aux populations les moyens de définir leurs priorités en matière de développement et de diversifier leurs possibilités de revenu. L'agriculture à petite échelle, qui offre une solution pour les

populations pastorales en difficulté, devrait être développée. S'appuyant sur une « intensification durable » de la production, c'est-à-dire en reproduisant à une plus large échelle des méthodes novatrices propres à accroître la productivité sans détruire les ressources dont elle dépend, les pouvoirs publics et les donateurs devraient encourager les agriculteurs locaux à participer à cet effort en tenant compte de leurs connaissances et de leur expérience. Plus de la moitié des personnes qui ne mangent pas à leur faim sont des femmes, dont un grand nombre sont des petites exploitantes agricoles. D'après des études récentes, si l'on éliminait la discrimination sexuelle, la productivité agricole augmenterait de 20 à 30 %.

54. Les mesures visant à réduire les risques de catastrophe sont un élément essentiel pour développer la capacité de résistance des populations locales. Lorsqu'ils interviennent dans des situations critiques graves, les donateurs doivent être encouragés à réfléchir aux investissements qui peuvent être réalisés en vue de prévenir de nouvelles catastrophes, notamment pour renforcer le principe de la responsabilité et améliorer la planification, les infrastructures et les services sociaux.

55. Selon **M<sup>me</sup> Ratsifandrihamanana** [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)], les prix des aliments risquent de continuer d'être élevés et instables à cause, notamment, de la demande croissante de biocarburants, de la raréfaction des ressources naturelles, de la détérioration des sols et de la forte dépendance à l'égard des sources d'énergie fossile, des pesticides et des engrais. Pour que la sécurité alimentaire puisse être assurée, la production agricole devra augmenter de 70 % dans le monde et de 100 % dans les pays en développement. À cette fin, il faudra réaliser des investissements accrus dans l'agriculture, trouver des modes de financement novateurs et lancer des initiatives en faveur des petits exploitants.

56. Il est temps d'élaborer un nouveau modèle viable, qui englobe les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, des pêches et de l'alimentation. À cette fin, la FAO a défini un concept « Greening the economy with agriculture » (rendre l'économie plus verte au moyen de l'agriculture), qui vise à renforcer la sécurité alimentaire tout en utilisant moins de ressources naturelles, grâce à une meilleure efficacité tout au long de la chaîne de valeur alimentaire. On peut espérer que cette démarche aidera à formuler les

politiques et décisions devant découler de la Conférence sur le développement durable prévue en 2012. Il faut tenir compte de tous les aspects de la sécurité alimentaire, dans le cadre d'une action multisectorielle de large portée, qui prenne en considération des questions transversales telles que l'équité dans le traitement des deux sexes. Le rôle des petits exploitants et en particulier des femmes, qui doivent être considérées comme des agents essentiels de changement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire, devrait figurer au cœur de cette démarche.

57. En conclusion, la représentante de la FAO invite les États Membres à souscrire à la décision prise par la Conférence de la FAO tendant à proclamer l'Année internationale du quinoa en 2013 et l'Année internationale des exploitations agricoles familiales en 2014.

58. **M. Medrano** [Programme alimentaire mondial (PAM)] fait observer que, trois ans après le début des crises alimentaire et financière, les prix des denrées alimentaires ont atteint des niveaux records. Dans ce contexte, il est indispensable d'investir dans des systèmes de protection sociale pour éviter des catastrophes. Les programmes de sécurité nutritionnelle comme, par exemple, les repas scolaires, offrent des moyens de subsistance durables et empêchent que les victimes de ces crises n'adoptent des stratégies préjudiciables pour y faire face. C'est ainsi qu'en dépit des difficultés indescriptibles qui les assaillent de tous bords, 4,5 millions de personnes en Éthiopie, au Kenya et dans le nord de l'Ouganda, pays où des systèmes de protection ont été mis en place, n'ont pas eu besoin d'une aide d'urgence ni été contraintes de se déplacer.

59. Ces mesures de protection sociale pourraient être complétées par des systèmes de réserves de denrées alimentaires d'urgence pour les pays ou les régions vulnérables. Le Programme alimentaire mondial a lancé un projet pilote visant à établir un système régional de réserves de denrées alimentaires d'urgence, en vue de compléter d'autres mesures destinées à atténuer et à mieux gérer les risques liés à l'instabilité des prix des aliments.

60. La réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale a eu pour effet de resserrer la collaboration entre les organismes établis à Rome, notamment dans le cadre des programmes de transition de la phase des secours au relèvement, des systèmes d'information



pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de l'entreprise commune visant à établir des systèmes d'assurance indexée sur les conditions météorologiques.

61. **M<sup>me</sup> von Lilien** (Fonds international de développement agricole) dit que la communauté internationale semble échouer dans ses efforts pour parvenir à faire reculer la faim et la pauvreté. Cela s'explique, au moins en partie, par la baisse de l'aide consacrée à l'agriculture pendant près de 30 ans. Néanmoins, depuis la crise des prix des aliments, les pays donateurs et les institutions financières internationales ont renouvelé leurs engagements en faveur de l'agriculture, de nouvelles sources de financement ont été trouvées auprès des pays émergents et les pays en développement parviennent à mobiliser des fonds à l'échelle nationale.

62. Bien que ces signes soient prometteurs, les défis à surmonter restent énormes. Environ 70 % des pauvres dans le monde vivent dans les régions rurales des pays en développement. En améliorant leur aptitude à s'alimenter, ces derniers pourraient aussi être mieux à même de nourrir d'autres personnes, de générer des revenus et de créer de nouveaux emplois. Il reste que, pour être plus productifs, ils doivent avoir accès à des ressources productives, à des moyens de financement, à des techniques et à un soutien pour gérer les nombreux risques auxquels ils sont exposés. Les organisations jouent un rôle déterminant à cet égard : grâce à des organisations de producteurs plus fortes, les populations rurales pauvres pourraient agir en tant que partenaires de développement. L'agriculture doit pouvoir offrir un mode de vie viable et gratifiant à ceux qui ont fait ce choix. La prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable sera l'occasion de rendre hommage aux petits exploitants en les considérant comme des points d'intervention stratégiques aux fins de l'action en faveur de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté dans le monde et de donner aux hommes et aux femmes qui produisent des cultures vivrières dans le monde une place centrale dans un cadre de développement partagé, équitable et durable à l'avenir. Il est temps d'agir dès à présent.

*La séance est levée à 11 h 55.*